



Centre hospitalier de Versailles
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

**MARCHÉ PUBLIC
DE SERVICES**

**TRANSPORTS DES ENFANTS
DES EXTERNATS MEDICO
PEDAGOGIQUES DE PLAISIR
ET DE SAINT CYR L'ECOLE
POUR LE CENTRE
HOSPITALIER DE PLAISIR
Années scolaires 2025-2029**

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

**Appel d'offre passé en application des articles L.2124-2 1°, R.2161-2 à R.2161-5, du code
de la commande publique**










Consultation n°

2025-SB05

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES | 4 |
| 1.1. Objet de l'accord-cadre | |
| 1.2. Forme et étendue de l'accord-cadre | |
| 1.3. Prestations similaires | |
| ARTICLE 2. DUREE DU MARCHE | 5 |
| ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE | 5 |
| ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS | 6 |
| 4.1. Conditions générales de réalisation des prestations | |
| 4.2. Adresse d'exécution | |
| 4.3. Responsables techniques et administratifs | |
| 4.4. Conditions d'accès au site | |
| 4.5. Bons de commande | |
| 4.6. Clauses de réexamen | |
| ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE | 9 |
| 5.1. Conformité des prestations | |
| 5.2. Obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation vis-à-vis du CHP | |
| 5.3. Garantie de l'exécution des prestations définies qui le concerne, conformément à son offre technique | |
| 5.4. Documents à transmettre par le titulaire et délai de remise | |
| 5.5. Protection de l'environnement | |
| 5.6. Protection des données personnelles | |
| 5.7. Obligation de confidentialité | |
| 5.8. Obligation de vigilance | |
| ARTICLE 6. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX | 13 |
| 6.1. Caractéristiques des prix pratiqués | |
| 6.2. Modalités de variations des prix | |
| 6.3. TVA | |
| 6.4. Conditions de paiement | |
| 6.5. Offres de prix promotionnelles | |
| ARTICLE 7. MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS | 17 |
| 7.1. Contrôle d'exécution | |
| 7.2. Contrôle de la qualité et de la sécurité | |
| 7.3. Contrôle comptable et qualitatif de l'exécution des prestations | |
| ARTICLE 8. PENALITES | 18 |
| ARTICLE 9. RESILIATION | 20 |
| 9.1. Résiliation pour faute | |
| 9.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire | |
| 9.3. Résiliation pour motif d'intérêt général | |
| ARTICLE 10. SOUS-TRAITANCE | 21 |
| ARTICLE 11. ASSURANCE | 21 |
| ARTICLE 12. NANTISSEMENT OU CESSION DU MARCHE | 21 |
| ARTICLE 13. LANGUE ET MONNAIE | 22 |
| ARTICLE 14. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS | 22 |
| ARTICLE 15. CONTESTATIONS - LITIGES | 22 |
| ARTICLE 16. DISPOSITIONS PARTICULIERES | 23 |
| ARTICLE 17. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION : | 23 |

ELEMENTS CLES DU CONTRAT

| | | |
|---|---------------------|---|
|  | Objet du contrat | Transports des enfants des externats médico pédagogiques de Plaisir et de Saint Cyr l'Ecole Années scolaires 2025-2029 |
|  | Acheteur | Centre Hospitalier de Versailles, établissement support du GHT Yvelines Sud |
|  | Type de contrat | Accord-cadre mono-attributaire de services à bons de commande sans minimum avec un montant maximum de 2 500 000 € HT. |
|  | Structure | Lot unique |
|  | Lieu d'exécution | Article 4.2 du présent CCAP |
|  | Durée | 12 mois + 3 reconductions * 12 mois |
|  | Pénalités de retard | Voir l'article 8 du CCAP |
|  | Variation des prix | Révisables |
|  | Nature des prix | Prix unitaires |

| Terme | Définition |
|-------------------------------|--|
| Contrat : | Le contrat est un marché passé en appel d'offres ouvert (Article L.2124-2 1°, R.2161-2 à R.2161-5 - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché. |
| Marché public : | tout contrat, marché ou accord-cadre, conclu sur le fondement du code de la commande publique. |
| Acheteur : | L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté. |
| Pouvoir Adjudicateur : | personne morale soumise au code de la commande publique, qui passe le marché ou l'exécute, soit seule, soit conjointement avec d'autres personnes morales dans le cadre d'un groupement de commandes. |
| Titulaire : | <p>Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.</p> <p>Lorsque le Titulaire est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte du Pouvoir Adjudicateur dans le cadre de l'exécution du marché, il est qualifié de « sous-traitant » au sens du R.G.P.D.(Règlement général sur la protection des données).</p> |
| Prestation : | La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques. |

PREAMBULE

Le Centre hospitalier de Versailles étant établissement support du GHT Sud 78, agit pour son propre compte et le compte des établissements parties au GHT désigné dans l'annexe à l'acte d'engagement.

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offres ouvert européen, en application des articles des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Dispositions particulières liées au GHT :

Concernant les relations contractuelles liées à la phase d'exécution du contrat, elles sont établies entre le Titulaire et l'établissement concerné par l'exécution des prestations.

Ainsi, les dispositions suivantes dérogent aux articles du CCAG visé dans les pièces contractuelles au présent document, qui désignent le pouvoir adjudicateur (ou acheteur) comme responsable des actes d'exécution du marché:

- Dispositions relatives à la demande de paiement

La présentation des demandes de paiement (acompte, solde) s'effectue auprès de l'établissement concerné par l'exécution du contrat. Aucune demande de paiement ne peut être envoyée à un établissement non concerné par l'exécution d'une prestation dont il n'est pas le donneur d'ordre. L'envoi erroné d'une demande de paiement ne fait pas courir le délai de 50 jours. Le comptable assignataire est désigné à l'annexe à l'acte d'engagement. Les intérêts moratoires sont appliqués à l'établissement concerné par le retard de paiement.

Par ailleurs, se reporter à l'article du présent CCAP sur la demande de paiement et notamment la facturation électronique.

- L'établissement support intervient dans les relations contractuelles pour le compte des autres établissements dans les situations suivantes :

- Prononciation de la résiliation du contrat
- Assistance à l'établissement concerné pour les règlements amiables et juridictionnels du contrat
- Signature des modifications du contrat (avenant) et des sous-traitances.
- Dénonciation pour non reconduction tacite

Tous les actes d'exécution non prévus dans cette présente disposition sont établis entre le Titulaire et l'établissement concerné par l'exécution des prestations.

1.1. Objet de l'accord-cadre

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

La présente procédure a pour but d'assurer les déplacements des enfants desExternats Médico-Pédagogiques de Plaisir et de Saint-Cyr l'Ecole de leur domicile à l'Etablissement et d'en assurer le retour le soir.

Les E.M.P sont ouverts **210 jours environ par an**, du lundi au samedi et suivent le rythme des vacances scolaires de la zone C, avec parfois quelques aménagements.

Lecture faite des dispositions expresses de ce cahier, l'application de la présente consultation n'entend pas déroger au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services, issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

Il s'agit d'un accord-cadre de services.

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition. L'accord-cadre est constitué d'un seul et unique lot.

Il est exécuté par la répartition de bons de commande dans les conditions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

L'accord-cadre mono-attributaire à bons de commande est exécuté sans minimum avec un montant maximum de 2 500 000 € HT en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

La commune ne peut passer avec le titulaire, des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations similaires dans le respect des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat.

ARTICLE 2. DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter du 26 août 2025 ou de la date de notification du marché si celle-ci est ultérieure.

La date de fin du marché (périodes de reconductions comprises) est le 25 août 2029.

La date définitive de début d'exécution est donnée au titulaire lors de la réunion de mise en place du marché.

Il est reconductible trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois, par tacite reconduction.

La décision de non reconduction du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois avant son terme. Le titulaire ne peut ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

La durée maximale totale du marché public n'excèdera pas 48 mois (période(s) de reconduction éventuelle comprise(s)). Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R 2112-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

En application de l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché qui suivent prévalent en cas de contradiction ou de différence dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-après par ordre de priorité décroissant:

- L'acte d'engagement signé par les deux parties;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du GHT fait seul foi;
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du GHT fait foi;

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G-F.C.S.), selon l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, publié le 30 mars 2021 au journal officiel;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché;
- L'offre technique et financière du titulaire.
- Le cadre de réponse technique

Les exemplaires originaux des pièces de l'accord-cadre et des bons de commande conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Toutes les mesures sont prises par le titulaire du marché pour répondre à la réglementation et les normes en vigueur dans l'exécution des prestations et notamment celles fixées au CCTP.

Les nouvelles dispositions réglementaires qui pourraient intervenir entre la date d'établissement du présent CCAP et l'exécution de la prestation se substitueraient de plein droit aux dispositions susvisées dans la mesure où elles auraient pour effet de les modifier ou de les rendre caduques.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire doit se conformer à toute évolution de la réglementation et ceci conformément aux délais prescrits dans les bases légales. Dans cette hypothèse, le titulaire est tenu d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec accusé réception.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

L'exécution des prestations a lieu aux adresses suivantes :

- 4.3. Responsables techniques et administratifs
- EMP de Plaisir - Chemin rural n°13 78370 Plaisir.
 - EMP de Saint Cyr l'Ecole – 2, rue Le Nôtre 78210 SAINT CYR L'ECOLE

Dès notification du présent marché, les parties doivent désigner leurs **responsables techniques et administratifs** et les communiquer (nom, prénom, téléphone, télécopie, adresse, courriel) à l'autre partie, par tout support permettant d'attester de l'effectivité de cette communication.

Les parties ont la possibilité de remplacer leurs responsables au cours du marché, à charge pour eux d'en informer l'autre partie par lettre simple ou par mail ou fax dans les quinze (15) jours calendaires au plus tard suivant ledit remplacement.

| Etablissements | Nom et prénom | Fonction | Email | Tel |
|---------------------------------|----------------------------|--|--|------------------------------------|
| Référent Administratif | Marina Guegan | hotellerie,achats,cellule marché | maguegan@ght78sud.fr /marina.guegan@hopitaux-plaisir.f | 01 30 79 57 10 |
| Référent EMP sur Saint Cyr | Jean-Baptiste MUSSEAU | Cadre Socio-Educatif, E.M.P HORIZONS à ST CYR L'ECOLE | jmusseau@ght78sud.fr | 01.30.07.27.21 / 06.82.21.60.65 |
| | Nathalie Lebret | Secrétariat de l'EMP de l'EMP HORIZONS à St Cyr L'Ecole | nlebret@ght78sud.fr | 01 30 07 27 20 |
| Référent EMP sur plaisir | Alexandre CONSTANT | Cadre Socio-Educatif, EMP L'Escabelle à PLAISIR | aconstant@ght78sud.fr | 01.30.79.18.63 |
| | Corinne FRATTINI | Secrétariat de l'EMP l'Escabelle Plaisir | cfrattini@ght78sud.fr | 01.30.79.18.62 |
| Référent aux patients | Anita BALASSOUPRAMANIEN | Cadre Supérieure | abalassoupramanien@ght78sud.fr | |
| Référent facture (cellule Eco) | Marina Guegan | hotellerie,achats,cellule marché | maguegan@ght78sud.fr /marina.guegan@hopitaux-plaisir.f | 01 30 79 57 10 |
| Direction | Célines Jack | Directrice des soins | cjack@ght78sud.fr | 0130796951 ou 0676693551 |

Les responsables techniques du titulaire et du CHP s'informent mutuellement dès le début d'exécution des prestations et tout au long du contrat des **conditions d'accès au site**.

4.5 Bons de commande

Les prestations sont effectuées au vu de bons de commandes, signés par le représentant ou la personne ayant reçu délégation.

La mise en œuvre des prestations par les titulaires du marché est déclenchée par tout moyen. Un courriel de confirmation ayant valeur de bons de commandes ou par l'enregistrement d'une demande dans le logiciel de gestion du titulaire ou par tout autre moyen permettant de garantir la traçabilité de la commande. Les bons de commande relatifs au marché peuvent être émis dès notification.

Les commandes seront établies au fur et à mesure des besoins.

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

Le titulaire doit exécuter l'ensemble des commandes qui lui sont demandées par l'établissement concerné. Le titulaire doit informer systématiquement l'établissement concerné en cas de difficulté d'exécution des prestations.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Cependant, si la durée d'exécution se poursuit au-delà de la date de fin de marché, elle ne doit pas excéder trois mois par rapport à la date de fin de marché.

Des circuits peuvent éventuellement être créés ou supprimés en cours d'année scolaire selon les décisions d'admission ou de démission ou décision administrative de déménagement de l'EMP. Le cas échéant, le prix au kilomètre du nouveau circuit est négocié avec le titulaire du marché.

En cours d'année scolaire, les circuits peuvent également évoluer ou être modifiés en fonction des admissions, des aménagements personnels ou des démissions.

Ces changements entraînent, en conséquence, modifier les circuits existants ; ils peuvent être raccourcis ou rallongés.

Le titulaire du marché est averti de ces évolutions dans les meilleurs délais. Les plannings des lieux de prise en charge sont revus en fonction de ces nouveaux arrivants et communiqués au titulaire du marché.

Par ailleurs et d'une année scolaire sur l'autre, l'intégralité des circuits et donc du kilométrage total estimatif pour l'année +X peuvent être intégralement revus en fonction des orientations ou des admissions des enfants ainsi que des contraintes propres aux EMP.

Les nouveaux tableaux de circuits sont communiqués au titulaire à échéance régulière à compter du mois de juin de chaque année et ce, jusqu'à la rentrée scolaire au plus tard.

Le CHP se réserve donc le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des prestations de service nouvelles, et non identifiées à ce jour, pour un besoin en lien avec l'objet du marché.

Elles seront introduites à l'accord-cadre par voie d'avenant ou de prestations similaires.

ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1. Conformité des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché et aux critères de certification imposés par les autorités (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

L'exécution des prestations a lieu aux adresses et aux horaires mentionnés par le CHP ; conformément aux modalités attendues et décrites dans le CCTP.

Le titulaire est réputé connaître et maîtriser les techniques nécessaires à l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire déclare avoir contrôlé toutes les indications des documents de la consultation, notamment celles données par le C.C.T.P. et recueilli les renseignements complémentaires éventuels auprès du CHP.

5.2. Obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation vis-à-vis du CHP
En complément des dispositions du C.C.T.P., le titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Le titulaire doit fournir des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il est tenu d'informer impérativement le pouvoir adjudicateur en cas de constatation d'un incident technique ou toutes autres difficultés dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché, et pouvant remettre en cause la réalisation des prestations.

En cas de non-respect de cette obligation, ceci constituerait un manquement du titulaire à son devoir de mise en garde, pouvant justifier le rejet des prestations par le pouvoir adjudicateur.

Pour satisfaire à cette obligation, le titulaire met en œuvre pour son marché, **les moyens matériels et humains** qu'il estime nécessaires.

Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant les caractères d'externalité et d'imprévisibilité de la force majeure.

En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie, démission, formation ou congés de l'un quelconque des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, l'ensemble du marché ne peut être remis en cause par le titulaire.

Dans ce cas, le titulaire prend les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplace le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalente. Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution de la commande.

Le titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution attendus.

Aussi, le titulaire s'engage à faire bénéficier le CHP notamment, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine des prestations, objet du présent marché.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- Constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences telles que stipulées dans le CCTP ;
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes, le cas échéant en termes de nombre.

Afin d'assurer le succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution du marché qui le concerne, des personnels homogènes par prestation, en nombre suffisant, compétents, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s'y trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le CHP et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit en aucun cas compromise.

En cas de manquement à une seule de l'ensemble des obligations mentionnées au présent article, le CHP se réserve la possibilité de recourir aux pénalités prévues à l'article 8 du présent CCAP.

Le titulaire doit fournir dans les délais indiqués ci-après, les documents suivants, au CH de Plaisir (cf. article 4.3 du présent CCAP) :

| Désignation des documents | Délais |
|---|--|
| Liste nominative et coordonnées des personnels administratifs-encadrants | 15 jours avant le démarrage des prestations et avant toute modification |
| Liste nominative, copie des permis de conduire, copie du casier judiciaire n ° 2, copie du certificat d'aptitude à l'emploi, l'attestation de formation aux premiers secours, l'attestation de formation spécifique au transport d'enfants en situation de handicap, l'attestation de formation aux procédures d'urgences l'attestation d'assurance et coordonnées professionnelles des chauffeurs attitrés par circuit | 7 jours avant le démarrage des prestations et avant toute modification |
| Copie des cartes grises, contrôles techniques, visuels et fiches techniques des véhicules utilisées pour la réalisation des prestations, procédure écrite de sécurité | 7 jours au plus tard après le démarrage des prestations et après toute modification. |

5.5. Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le cas échéant, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du CHP.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le CHP afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

5.6. Protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

5.8. Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

- ❖ Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :
 - une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
 - une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- ❖ Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :
 - sa date d'embauche ;
 - sa nationalité ;
 - le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- ❖ Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :
 - le certificat social URSSAF ;
 - une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).
- ❖ Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :
 - une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des

contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

- ❖ Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
 - une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

ARTICLE 6. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement par application d'un **prix unitaire du kilomètre indiqué dans le Bordereau de Prix Unitaire**.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les commandes sont donc franco de port et sans montant minimum.

6.2. Modalités de variations des prix

Les prix sont fermes pendant la première année du contrat.
Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire du marché.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (Mois M0).

Les prix pourront être ajustés à la hausse comme à la baisse.

La demande est à la charge du titulaire à adresser **3 mois** avant la date anniversaire du marché à la cellule des achats du Centre Hospitalier de Versailles pour validation.

La proposition du titulaire reprend les annexes financières mises à jour des prix révisés sous format Excel en faisant apparaître dans un onglet distinct les indices et leurs valeurs associées, le détail de la formule et son résultat.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir au pouvoir Adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception, sa proposition de révision des prix pour la révision avec les justificatifs de l'évolution des prix. Cette révision pourra faire l'objet de négociation, et en cas de désaccord, le marché ne pourra être reconduit à la date anniversaire.

Les prix sont révisés annuellement par application de la formule suivante :

$$P1 = Po [0,15 + 0,85 (S1/So)]$$

P1 = Prix révisé pour l'année N

Po = Prix initial

S1= valeur de l'indice « Syntec » au mois de remise des offres (Mo) pour la première révision ou dernière valeur connue à la date de la dernière révision pour les révisions ultérieures.

S0 = valeur de l'indice « Syntec » à la date d'origine au mois de remise des offres (Mo) pour la première révision ou dernière valeur connue à la date de la dernière révision pour les révisions ultérieures.

Les prix ainsi révisés sont arrêtés à la 2ème décimale avec la règle de l'arrondi mathématique

Si les prix des prestations venaient, lors des révisions de prix, à dépasser une augmentation de 3%, il est fait application de ce pourcentage butoir sur les prix à réviser pour déterminer les nouveaux prix du contrat

La révision peut intervenir à la demande du pouvoir adjudicateur ou du titulaire. La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (sous peine de forclusion), 30 jours avant l'application des nouveaux prix. La demande du titulaire doit être adressée à la Direction de l'Hôtellerie, des achats et de la Logistique du Centre Hospitalier de Versailles.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

6.3. TVA :

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

6.4. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant du contrat, de la commande, de la reconduction, est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Ce remboursement s'effectuera par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à compter de la notification par le CHP de l'acte spécial par lequel il donne une décision positive d'acceptation du sous-traitant. Si le remboursement ne peut plus être effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, il sera effectué par émission d'un titre de recette.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants. Le versement de cette avance, dont le montant doit être de 5 % du montant TTC des prestations à exécuter par le sous-traitant, et son remboursement, doivent être réalisés selon les mêmes règles que le versement et le remboursement de l'avance au titulaire.

■ Présentation des demandes de paiement :

Chaque circuit fait l'objet d'une facture mensuelle. Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;

- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.
- le numéro du circuit facturé.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Information relatives au Centre Hospitalier de Plaisir pour le paiement des factures :

| | |
|---|---|
| Etablissement concerné par l'exécution du contrat | Centre Hospitalier de Plaisir SIRET : 200 076 305 00016 |
| Coordonnées du comptable assignataire | Centre Des Impôts - Plaisir Établissements Hospitaliers Trésorerie 17 rue des frères Lumière, 78370 Plaisir jean-marie.duhamel@dgfip.finances.gouv.fr |
| Délai de paiement | 50 jours |
| Mode de paiement | Mandat administratif |
| Adresse de facturation | Facturation électronique (se reporter au CCP ou CCAP) : https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1 Centre Hospitalier de Plaisir 220, rue Mansart 78375 Plaisir cedex |

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements sont mensuels.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

■ **Répartition des paiements en cas de groupement**

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser. Le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **50 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Les prix figurant au marché peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sur l'initiative du titulaire et sans que le marché ne nécessite un avenant pour modifier les prix concernés.

6.5 Offres de prix promotionnelles

Le titulaire adresse le tarif promotionnel au pouvoir adjudicateur, par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine, et lui donnant toutes les précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des prix concernés. Ce tarif est annexé au marché.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché annexés à l'acte d'engagement sont à nouveau en vigueur.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

ARTICLE 7. MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les vérifications du bon déroulement du service sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 CCAG FCS.

Opérations de vérification du service fait

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le responsable du service au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisé et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG

Le Directeur de l'Etablissement désigne un responsable chargé de la liaison permanente avec l'agent salarié référent du Titulaire et de la vérification du respect du planning journalier de la prestation ainsi que de son exécution conformément au tableau descriptif et périodique figurant en annexe ;

Le responsable d'Etablissement se réserve le droit de vérifier l'état de propreté et de sécurité des véhicules effectuant la prestation.

Tout manquement à la prestation imputable au Titulaire ayant occasionné un dysfonctionnement important du service offert aux enfants et à leur famille fera l'objet de pénalités, telles que définies à l'article 8.

Il sera procédé à une vérification mensuelle des pièces comptables qui servent de base à la liquidation des sommes dues au « Titulaire » et, le cas échéant à la fixation du montant des pénalités qui peuvent être mises à la charge du Titulaire. Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'un mail ou d'un courrier avec un accusé de réception communiqué au titulaire.

Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée aux responsables administratifs du CHP sur ce marché.

Tout manquement à la prestation imputable au « Titulaire » ayant occasionné un dysfonctionnement important du service fera l'objet de pénalités, telles que définies à l'article 8.

ARTICLE 8. PENALITES

Seules les prestations effectivement exécutées dans les conditions définies dans le présent cahier des charges donnent droit à paiement au « Titulaire ».

Par conséquent, sur dérogation apportée à l'article 14.1 du CCAG, le calcul des pénalités pour les prestations non effectuées ou mal faites est ainsi établi :

| DEFAUTS D'EXECUTION | PENALITE HT * Par jour de constatation |
|--|---|
| SERVICES ET HORAIRES | |
| Retard sur l'horaire de plus de 15 min et dès la 15 ^{ème} minute | 10 euros par tranche de 10 minutes |
| Observation d'un arrêt non prévu au contrat | 100 euros |
| Non-respect de la consistance des circuits (itinéraires, arrêts) | 300 euros |
| Non-respect de l'obligation d'information auprès du Pouvoir adjudicateur en cas de panne ou d'incident de service. | 300 euros |
| Non-respect de mise à disposition d'une solution alternative dans le délai prévu en cas de panne ou d'incident de service. | 350 euros |
| Circuit non effectué (sauf cas de force majeure) | 450 euros |
| VEHICULES | |
| Non-respect des conditions de confort et de propreté du véhicule | 150 euros |
| Non remise de la copie des pièces réglementaires (Certificat d'immatriculation, contrôle technique) au Pouvoir adjudicateur en cas de changement de véhicule provisoirement ou définitivement | 150 euros |
| USAGERS | |
| Admission de tierces personnes sans autorisation du CHP | 1000 euros |
| Non utilisation de la ceinture de sécurité pendant le trajet et non-respect de toutes les règles de sécurité à bord, et aux abords, des véhicules | 1000 euros |
| CONDUCTEUR | |
| Attitude incorrecte du chauffeur ou du personnel de l'entreprise envers les élèves et/ou les familles (y compris l'écoute de la musique trop forte, l'utilisation du téléphone portable pendant le transport, l'usage de la cigarette/cigarette électrique/cigares) | 500 euros |
| INFORMATIONS ET REUNIONS | |
| Non information auprès du Pouvoir adjudicateur de changement de coordonnées (numéros de téléphone et télécopie, adresse, mail) | 150 euros |
| Non réponse écrite (courrier, télécopie, mail) aux courriers du Pouvoir adjudicateur dans les délais fixés par celle-ci | 150 euros |
| Défaut d'information du titulaire auprès du Pouvoir adjudicateur concernant : Modification substantielle du nombre de kilomètres ; changements de catégorie ou de capacité de véhicules, etc. | 200 euros |
| Modification ou suppression d'un circuit sans accord préalable | 500 euros |
| Absence du titulaire ou de son représentant compétent ou des conducteurs concernés aux réunions | 150 euros |
| SECURITE ET REGLEMENTATION | |
| Non-respect du port des EPI et/ou de la désinfection des véhicules en période d'épidémie/pandémie | 300 euros |
| Non mise à disposition des rehausseurs réglementaires | 400 euros |
| Manquement grave à des obligations réglementaires notamment de sécurité et eu égard au code de la route | 1000 euros |
| AUTRES | |
| Tout autre manquement aux dispositions du présent marché | 150 euros |
| Constatation répétée d'une organisation interne défectueuse ayant un impact sur la qualité des prestations | 300 euros |

Même si la pénalité variable ne porte que sur une partie du circuit (Par exemple : un trajet aller uniquement ou concernant 2 enfants sur 5), le montant forfaitaire est dû entièrement.

Ces pénalités appliquées sont cumulables, applicables sans mise en demeure et jusqu'à résorption. Elles font l'objet d'une réfaction automatique sur la facture adressée au pouvoir adjudicateur via le récapitulatif mensuel des pénalités envoyées par celui-ci.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

Enfin, la constatation des faits entraînant les pénalités est effectuée à la diligence du pouvoir adjudicateur et de ses représentants. Le titulaire peut faire valoir auprès du pouvoir adjudicateur ses observations et contestations éventuelles, en les accompagnant des justificatifs appropriés. Le titulaire est exonéré de pénalité sur justification de sa bonne foi, en cas d'empêchement imprévisible ou de force majeure.

Concernant la facturation, en cas d'erreur et de retards répétés dont la responsabilité incomberait uniquement au titulaire de l'accord-cadre ou en cas de non prise en compte de la modification de certains éléments des transports, le CHP se réserve le droit de suspendre la procédure de paiement en notifiant au titulaire par lettre recommandée avec avis d'accusé de réception les motifs de cette suspension. La procédure de paiement ne peut reprendre qu'après la remise par l'entreprise titulaire des pièces justificatives exigées par le CHP.

ARTICLE 9. RESILIATION

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

9.1. Résiliation pour faute

Les dispositions de l'article 36 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

9.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

En effet, s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum et en dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité de résiliation ne sera engagée au bénéfice du titulaire.

ARTICLE 10. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur dans les conditions des articles R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur ou égal à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

ARTICLE 11. ASSURANCE

Le titulaire du marché doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, pour la durée du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommage de toute nature, matériels et immatériels, directs ou indirects qui pourraient être causés aux personnels, biens et aux installations du CHP, aux tiers (et leurs biens) et à son propre personnel (et leurs biens) à l'occasion de l'exécution des prestations.

Conformément à l'article 9 du CCAG, le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du CHP et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 12. NANTISSEMENT OU CESSION DU MARCHE

En cas de nantissement ou de cession de créance, il est fait application des dispositions prévues aux articles R2191-45 et suivants du code de la commande publique.

Il est impératif de retourner l'exemplaire unique original ou le certificat de cessibilité au Centre Hospitalier de Versailles, établissement support du GHT Sud Yvelines accompagné d'une lettre mentionnant le nom, l'adresse et les coordonnées bancaires du cessionnaire, sous peine de retarder le paiement de la créance.

ARTICLE 13. LANGUE ET MONNAIE

Tous les documents, correspondances ou factures doivent être rédigés en langue française. Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français.

Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

L'unité monétaire utilisée pour le présent marché est l'euro.

ARTICLE 14. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement fiscal en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal. La monnaie de compte est l'euro.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°. _____ du _____ ayant pour objet _____.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités du présent document. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change".

ARTICLE 15. CONTESTATIONS - LITIGES

Il est formellement spécifié que, en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourront survenir entre le CHP et l'entreprise titulaire du marché ne pourront être invoquées par l'entreprise titulaire comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient surgir pour l'interprétation ou l'exécution du présent marché conformément à l'article 37 du CCAG-FCS.

La personne responsable du marché a la faculté de soumettre, pour avis, toute contestation ou toute interprétation des clauses du marché, à l'Unité Départementale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (clauses administratives ou relatives au prix), à laquelle sont adressées, dans cette hypothèse, les copies des documents formant le marché.

En cas de manquement grave du titulaire du marché, l'Unité Départementale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes et du contrôle qualité est saisie, à la requête de la personne responsable.

Dans tous les cas de litiges relatifs à la présente consultation, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Versailles.

56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles Cedex

Tel : 01 39 29 54 00 ;

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Télécopieur : 01 30 21 11 19

ARTICLE 16. DISPOSITIONS PARTICULIERES

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit au CHP tout changement ayant une incidence sur le statut de la société.

Conformément à l'article 3.4 du CCAG, le titulaire est tenu de notifier sans délai au CHP les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire (il produira à cet effet un nouveau relevé d'identité bancaire).

Si le titulaire du marché néglige de se conformer notamment à cette disposition, le CHP ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie pour comparaison avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le CHP n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 17. Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

L'article 8 déroge à l'article 14 du C.C.A.G
L'article 9.3 déroge à l'article 33 du C.C.A.G.



Documents et liens utiles :

[Code de la commande publique \(Légifrance\)](#)

[CCAG Fournitures courantes et services 30 mars 2021](#)